

Questions orales

Messieurs

Il y a au bureau de poste un homme si puissant que, lorsqu'il tousse, tout le bureau tremble.

Tous les jours, depuis 1982, cet homme livre à la compagnie un sac de courrier contenant des centaines de lettres.

Lundi dernier, il était malade. Le sac de courrier ne nous est pas parvenu. Le lendemain, j'ai appelé au bureau de poste et, étant enfin parvenu à trouver quelqu'un qui accepte de répondre, j'ai appris toute l'histoire.

La voici: Le bureau de poste ne disposant pas du personnel suffisant, quand notre homme est malade, notre entreprise ne reçoit pas son courrier, à moins qu'on puisse trouver quelqu'un pour le remplacer temporairement. Quelques heures après mon appel, quelqu'un est bel et bien venu nous apporter quelques objets de correspondance, mais depuis 14 h 30 mercredi, nous n'avons pas reçu le courrier que nous attendions.

Ce n'est pas comme si nos bureaux se trouvaient aux confins de quelque steppe septentrionale. Ils sont au contraire situés en plein cœur de Toronto à deux rues du Maple Leaf Gardens. (J'imagine qu'Harold Ballard lui non plus ne reçoit pas son courrier).

Y a-t-il du courrier après la mort? Nous ne tarderons pas à le savoir, car c'est un service postal comme celui-ci qui tue les petites entreprises.

* * *

LES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

LE 70^E ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DE VIMY

M. le Président: Avant de passer à la période des questions et bien qu'il ne soit pas normal qu'un Président fasse des observations sur ce qui s'est dit à la Chambre, je pense qu'il est dans l'intérêt de tous les députés et des Canadiens qui nous regardent de noter le nombre de députés qui ont pris la parole pour parler de la grande victoire canadienne à Vimy.

Je suis profondément touché par ce que j'ai entendu car mon père, Clarence Rosswell Fraser, était brancardier dans le corps d'armée canadien lors de cette grande bataille.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Questions orales. Le député de Winnipeg—Fort Garry.

M. Axworthy: Monsieur le Président, je suis certain que tous les députés désirent s'associer à ce que vous venez de dire au nom de la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA RÉFORME DU SÉNAT

LA PROPOSITION D'UNE PROVINCE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Elle porte sur un sujet qui revêt une importance cruciale pour les Canadiens de l'Ouest, à savoir la réforme du Sénat.

Le premier ministre n'ignore pas que le premier ministre de l'Alberta s'est déjà déclaré en faveur d'un Sénat élu où toutes les provinces seront représentées également. Apparemment, le premier ministre de l'Ontario s'est dit disposé à envisager une proposition en ce sens, ce qui réjouira sans doute la plupart d'entre nous.

Le premier ministre peut-il nous dire si son gouvernement et lui-même sont, eux aussi, en faveur de cette proposition et s'il a l'intention d'aborder ce sujet à l'occasion des prochains pourparlers fédéraux-provinciaux sur la Constitution?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, en ce qui concerne la dernière partie de la question qui, je crois, portait sur les prochains pourparlers prévus pour le 30 avril, il a été entendu, l'année dernière, à l'occasion de la conférence des premiers ministres provinciaux, à Edmonton qui était, je crois, présidée par le premier ministre Getty, que la première série de débats constitutionnels porterait exclusivement sur la résolution visant à ramener le Québec dans la Confédération. Ensuite, si cette question était réglée à la satisfaction des participants, il était convenu que le gouvernement fédéral aborderait d'autres sujets intéressant les provinces, y compris la réforme du Sénat.

● (1420)

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL S'ENGAGE À PRÉSENTER DES PROPOSITIONS DE RÉFORME

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, le premier ministre aurait déclaré, il y a près de deux ans, que son gouvernement allait proposer une réforme du Sénat avant la fin de son mandat qui touche maintenant à son terme.

Le premier ministre est-il prêt à s'engager, aujourd'hui même, à présenter un modèle de Sénat élu dans le cadre de la réforme constitutionnelle, au cours des 18 prochains mois?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, si je comprends bien, le parti libéral du Canada est maintenant en faveur d'un Sénat élu où toutes les provinces seront représentées également. Ce n'est pas tout à fait conforme à la position qu'il avait adoptée officiellement à l'égard du Sénat en 1983. Je voudrais faire remarquer au député...

Une voix: Nous sommes en 1987.

M. Mulroney: Oui, nous sommes en 1987. Si telle est la position du parti libéral en 1987, le député voudra sans doute le confirmer.

Comme convenu, je tiendrai mes engagements lorsque nous en aurons fini avec ces accords constitutionnels que tous les partis tiennent certainement à conclure pour amener le Québec à réintégrer la Confédération. En fait, les premiers ministres l'ont eux-mêmes déclaré dans un communiqué. A la suite de cette réunion, je me ferai un plaisir de les rencontrer au moment qui leur conviendra pour examiner la question de la réforme du Sénat.